

Communiqué de presse
Vendredi 7 décembre 2007

Croissance bien présente mais moins dynamique

Situation économique, perspectives conjoncturelles et priorités de politique économique

Situation économique actuelle

L'économie suisse se porte toujours bien. Selon les prévisions, le produit intérieur brut (PIB) devrait croître de 2,7 % en 2007. L'économie suisse peut donc dresser un bilan positif pour ces quatre dernières années : depuis 2004, le taux de croissance du PIB est supérieur au seuil psychologique des 2 %. Ce seuil n'a pas seulement une valeur psychologique, il correspond à peu près à la croissance potentielle de l'économie suisse, estimée à 1,9 %.

La croissance est robuste dans la majorité des branches, les principaux indicateurs de la demande le confirment. Les exportations et la consommation connaissent une évolution particulièrement réjouissante. La croissance économique se reflète dans l'amélioration de la situation sur le marché du travail. Malgré la persistance de la bonne conjoncture, les prix n'augmenteront que de 0,7 % environ en moyenne annuelle.

Evolution économique

economiesuisse table, pour 2008, sur une croissance s'inscrivant entre 1,5 % et 1,7 %. La situation restera positive pour l'emploi. Sous l'effet de cette croissance économique modérée, le nombre de chômeurs (2,6 %) continuera de reculer.

Cependant, il faut être conscient que le cycle conjoncturel a déjà atteint son sommet et que la dynamique économique faiblira sensiblement. economiesuisse table sur une croissance stable de la consommation en 2008, ce qui bénéficiera principalement au commerce de détail et au tourisme. Les investissements dans la construction diminueront légèrement, mais se maintiendront à un niveau élevé. Les exportations resteront le principal moteur de la croissance. Contrairement à d'autres secteurs, les perspectives dans celui de la finance sont légèrement moins positives en raison d'incertitudes persistantes. Le montant exact des corrections de valeur nécessaires n'est toujours pas connu. A l'heure actuelle, les marchés avancent le chiffre de 200 à 300 milliards de dollars environ. Si ce chiffre se révèle correct, les corrections de valeur que les banques, aux Etats-Unis et dans le reste du monde, devront effectuer resteront supportables. La gestion d'actif et la situation sur les marchés des actions, importantes pour la place financière suisse, n'ont pas trop été affectées par la crise jusqu'ici. Aussi longtemps que la situation sur les marchés ne se détériore pas trop, les conséquences sur le secteur de la finance suisse ne pas devraient être trop graves.

Risques

Les perspectives de croissance de l'économie suisse risquent d'être altérées essentiellement par deux facteurs : premièrement, les tendances récessives ont gagné du terrain aux Etats-Unis à la suite de la

multiplication des défauts de crédit, de la baisse des prix de l'immobilier ainsi que de l'augmentation des prix à l'importation et des prix des denrées alimentaires. Si une récession se produit, cela affectera massivement la conjoncture mondiale et entraînera un recul des exportations suisses. Deuxièmement, il existe un risque de variations abruptes des cours de change. Si le franc suisse s'apprécie fortement sous l'effet de la crise du crédit ou d'une crise politique, l'économie suisse subira des dommages considérables.

Evolution monétaire

D'après les estimations, le taux d'inflation moyen pour 2007 se situera aux alentours de 2,7 % aux Etats-Unis et de 2,0 % dans la zone euro. Il suffit que le volume des liquidités injectées dans le circuit financier se maintienne pour que les taux d'inflation repartent à la hausse sur le long terme. En Suisse, le risque d'inflation est moins marqué. L'envolée des prix du pétrole est partiellement compensée par la baisse du dollar. Par contre, les prix des denrées alimentaires devraient quelque peu augmenter en 2008. Les hausses de loyer entraîneront, elles aussi, une augmentation modérée des prix.

D'une manière générale, economiesuisse prévoit un taux d'inflation moyen de 1,3 %, voire 1,5 % pour 2008. Partant, economiesuisse ne s'attend pas à de nouveaux relèvements de taux de la part de la BNS.

Priorités de politique économique de la nouvelle législature

La Suisse doit continuer d'améliorer durablement sa compétitivité face à la concurrence mondiale. C'est le seul moyen de garantir les fondements d'une croissance durable. Aussi economiesuisse entend-elle relever en priorité les défis de la politique de croissance suivants :

- Politique financière : il s'agit de consacrer les excédents à l'amortissement de la dette et à des baisses d'impôts ciblées. Nous devons veiller au respect du frein à l'endettement et à son extension aux dépenses extraordinaires. S'il est nécessaire de limiter l'augmentation des dépenses au renchérissement, il importe néanmoins de privilégier les dépenses favorisant la croissance et axées sur l'avenir dans le domaine de la formation et de la recherche et la modernisation des infrastructures.
- Politique économique extérieure : il est essentiel de consolider la voie bilatérale avec l'UE, de conclure des accords de libre-échange avec les pays émergents extraeuropéens et de donner un nouvel élan à l'OMC.
- Politique de concurrence : la croissance doit être davantage renforcée. Par ailleurs, nous devons faciliter l'accès aux marchés et abolir les prix régulés par l'Etat. Il y a lieu d'aller de l'avant avec l'ouverture du marché postal et du marché de l'électricité et d'étendre la concurrence au marché hospitalier.
- Formation et recherche : economiesuisse considère comme essentiel de promouvoir les sciences naturelles et les formations d'ingénieur. En outre, il convient de mettre en œuvre aussi rapidement que possible la loi sur les hautes écoles.
- Politique énergétique : pour l'économie, les priorités restent des mesures d'économies supplémentaires, une optimisation de l'efficacité, la promotion des énergies alternatives et la construction de centrales, principalement des centrales nucléaires.

Lancer des réformes de politique fiscale importantes

La mise en place d'un système fiscal attractif en Suisse est bénéfique pour tous les citoyens. Il faut agir pour entretenir cet atout. C'est pourquoi il est nécessaire de tendre à un système fiscal svelte et dépourvu de distorsions, qui ne mette pas en péril les principaux facteurs de croissance et de prospérité. La concurrence fiscale suisse a fait ses preuves. Nous devons la défendre en Suisse et envers d'autres pays. Elle est le fondement de notre attrait fiscal à l'échelle internationale et elle garantit la solidarité. L'attrait fiscal de la Suisse pour les travailleurs étrangers qualifiés doit aussi être

optimisé dans l'optique d'une croissance saine. La simplification de la TVA constitue un autre défi. economiesuisse s'engage fermement pour l'introduction d'un taux unique.

La réforme de l'imposition des entreprises II, qui allégera sensiblement l'imposition des petites et moyennes entreprises de Suisse, revêt une grande importance pour l'économie. Elle se concentre sur des obstacles et entraves fiscaux dont les PME font les frais. La réforme encourage les jeunes entreprises en phase de croissance, elle atténue les problèmes qui compliquent les successions et simplifie les restructurations. Ainsi, les quelque 300 000 PME suisses et les exploitations agricoles, profiteront de cette réforme modérée. Du fait de l'abolition de l'impôt sur le capital et de l'introduction du principe de l'apport en capital, la place économique suisse gagne en attractivité. La réforme change aussi la donne en ce qui concerne l'imposition des dividendes, un changement attendu depuis longtemps. Le soutien des cantons, du Conseil fédéral, de tous les partis bourgeois, y compris des Verts libéraux, ainsi que l'issue positive des votations de ces derniers mois montrent que la réforme de l'imposition des PME est une solution pragmatique, typiquement suisse.

Pour toute question :
Rudolf Minsch, chef économiste
Téléphone : 044 421 35 35
rudolf.minsch@economiesuisse.ch